



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 5 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Etablère
BP 5
49280 La Séguinière

Références : 2025-208_INSP_RAP_FC_BOUYER LEROUX - Brique
Code AIOT : 0006303646

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du PPC et d'une action régionale relative aux contrôles des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006303646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans la fabrication de briques.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Sans objet
4	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Sans objet
5	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, une demande d'action corrective est formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le jour de l'inspection les deux derniers rapports de vérification de ses installations électriques.</p> <p>Ces rapports datent du 24/08/2023 et 23/08/2024 et ont été réalisés par la société Bureau Veritas sur les bâtiments U2, U2bis, U3 et U4.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. E.-Conditions d'application du présent article. Les dispositions du point A sont applicables au 1 ^{er} juillet 2023.
Constats : Les rapports de contrôle ne mentionnent pas de limite d'intervention. L'exploitant indique que ces contrôles sont réalisés pendant des périodes où les installations sont arrêtées ; les contrôles du raccordement aux prises de terre et du TGBT peuvent par exemple ainsi être réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle la nécessité de procéder à un contrôle complémentaire lorsque des limites d'intervention sont mentionnées dans un rapport. En cas d'impossibilité de réaliser certains contrôles pour cause d'impossibilité de réaliser la coupure électrique, une fréquence doit être définie (3 ou 5 ans par exemple) dans un plan d'action.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les

matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

Le rapport de contrôle de 2024 fait état de 13 observations.

Le rapport de contrôle de 2025 fait état de 7 observations, aucune n'est récurrente.

L'exploitant présente en séance un suivi des levées des non-conformités électriques porté directement sur un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Les non-conformités présentes dans le logiciel font l'objet d'une hiérarchisation. Un plan d'action est associé. Il est également possible de voir qui a levé une observation et la date de cette levée.

L'exploitant présente son dernier document Q18. L'inspection constate que ce dernier, délivré le 24/08/2024, porte sur un contrôle exhaustif de l'ensemble des installations électriques du site. Ce rapport mentionne que les non-conformités relevées peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Dans l'annexe du document Q18, il est précisé que ces conclusions sont liés à un défaut de surintensité déjà signalé l'année précédente.

L'inspection indique que cette précision pose question car le rapport de vérification des installations électriques affirme au contraire qu'il n'y a pas d'observation récurrente. Une observation récurrente sur une installation électrique présente dans un autre bâtiment que les bâtiments principaux de l'usine (U2, U2bis, U3 et U4) est suspectée.

L'exploitant doit donc s'assurer qu'il n'y a pas d'observations récurrentes par rapport au contrôle des installations réalisé en 2023 et prendre l'attache de la société qui a effectué le Q18 afin que les conclusions de ce certificat soient revues le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les non-conformités mentionnées sur le Q18 pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion doivent faire l'objet d'une levée en urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie

Prescription contrôlée :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

Constats :

L'exploitant indique procéder à des contrôles de ses installations électriques par thermographie

infrarouge. Les cellules haute tension sont également contrôlée par ultrason.

Le Q19 a été délivré par la société Bureau Veritas le 29/05/2024.

Les remarques du Q19 sont suivies dans la GMAO de la même manière que les observations qui découlent du rapport sur les installations électriques.

L'inspection constate que toutes les actions prioritaires (niveau 1) relevées sur le Q19 ont été soldées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : AR1 – État général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

...

Constats :

L'inspection effectue un contrôle visuel par sondage d'armoires présentes sur le site. L'absence de poussière est constatée sur ces armoires.

L'exploitant dispose d'une personne compétente en interne sur le volet "basse tension" pour procéder à la levée de certaines non-conformités électriques relevées.

L'exploitant affirme qu'une société extérieure intervient sur le volet "haute tension" pour lever les non-conformités qui ne peuvent pas être levées en interne.

Le nettoyage par aspiration une fois par an de l'ensemble des armoires électriques est réalisée sur le site.

Le poste haute tension est nettoyé à minima tous les deux ans.

Type de suites proposées : Sans suite